



L'Euro est en train de tuer l'Europe.

Par [F. William Engdahl](#)

Mondialisation.ca, 21 janvier 2017

[New Eastern Outlook](#) 12 novembre 2016

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

L'Euro est littéralement en train de détruire les nations et les économies de l'UE. Depuis que le régime des devises fixes est entré en vigueur dans les transactions en 2002, en remplacement des monnaies nationales, le régime des taux de change fixes a dévasté l'industrie dans les États périphériques au sein des 19 membres de l'Euro, en donnant un avantage disproportionné à l'Allemagne. La conséquence peu remarquée a été une contraction de l'activité industrielle et l'impossibilité de résoudre les crises bancaires qui en résultèrent. L'Euro est un désastre monétariste, et la dissolution de l'UE, désormais pré-programmée, n'en sera qu'une conséquence.

Ceux d'entre vous qui sont habitués à mes réflexions sur l'économie savent déjà ce que je pense du concept tout entier de mondialisation : un terme qui fut popularisé sous la présidence de Bill Clinton afin de rendre "glamour" l'agenda des multinationales qui venait d'émerger avec la création de l'Organisation mondiale du commerce en 1994, qui n'est en fait qu'un jeu de dupes destructeur au profit de quelques centaines d'« acteurs mondiaux » géants. La mondialisation détruit les nations pour faire progresser l'agenda de quelques centaines de multinationales géantes échappant à toute réglementation. Elle se base sur une théorie réfutée, qui fut promue par le partisan anglais du libre-échange au XVIIIe siècle, David Ricardo, connue sous le nom de Théorie de l'avantage comparatif, et utilisée depuis par Washington pour justifier l'élimination de toutes les barrières commerciales protectionnistes, au bénéfice des « acteurs mondiaux » les plus puissants, pour la plupart basés aux États-Unis.

Le projet américain en voie de capoter, connu sous le nom de Partenariat Trans-Pacifique (PTP) ou Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI), n'est quasiment que du Mussolini sous stéroïdes. Les quelques centaines de multinationales les plus puissantes vont se trouver formellement au-dessus des lois nationales, si nous sommes assez fous pour élire des politiciens corrompus soutenant une telle absurdité. Cependant, rares sont ceux qui ont étudié de près les conséquences du renoncement à la souveraineté monétaire de leur pays au profit de l'Euro.

Effondrement de l'industrie

Les nations composant ce qui est appelé de manière trompeuse l'"Union Européenne", suivent un concept qui fut ratifié par un nombre d'États-membres européens alors beaucoup plus réduit à l'époque (douze contre vingt-huit aujourd'hui), qui composaient la Communauté économique européenne (CEE). Une version européenne de la folie des grandeurs qui s'est emparée de la Commission de la CEE sous la présidence du politicien mondialiste français Jacques Delors, lorsqu'il a dévoilé ce qui allait s'appeler l'Acte unique européen, signé en février 1986 par 12 États.

Delors a alors renversé le principe instauré par la France du général De Gaulle, ce que De Gaulle appelait « l'Europe des patries ». La conception qu'avait De Gaulle de la

Communauté économique européenne (à l'époque six nations incluant la France, l'Allemagne, l'Italie et les trois du Benelux) était d'avoir des réunions périodiques des dirigeants des six nations du Marché commun. De là, des chefs d'État élus auraient élaboré des politiques et pris des décisions. Une assemblée élue parmi les membres des parlements nationaux contrôlerait les agissements des ministres. De Gaulle considérait la bureaucratie bruxelloise de la CEE comme un corps purement technique, subordonné aux gouvernements nationaux. La coopération devait être fondée sur la « *réalité* » qu'est la souveraineté nationale [1](#). L'acquisition de pouvoirs supranationaux sur les nations individuelles de la CEE était un objet d'anathème pour De Gaulle, et à juste titre. Il en va des personnes comme des nations : l'autonomie est la base, et les frontières ont une réelle importance.

L'Acte unique de Delors proposait de renverser cette Europe des patries par le moyen de réformes radicales de la CEE, aboutissant à l'idée destructrice que les diverses nations, ayant des histoires, des cultures et des langues différentes, pouvaient dissoudre leurs frontières et devenir une sorte d'ersatz des États-Unis d'Europe, dirigés de haut en bas par des bureaucrates non élus depuis Bruxelles. C'est par essence une vision corporatiste dans le style fasciste mussolinien : une bureaucratie européenne non démocratique, non responsable contrôlant arbitrairement les peuples, soumise à l'influence, à la pression et à la corruption des opérateurs privés.

C'est un projet qui a été conçu par les plus grandes multinationales basées en Europe, dont l'organisation, le lobby était la Table ronde européenne des industriels [European Roundtable of Industrialists (ERT)] : un groupe de pression influent des principales multinationales européennes (fonctionnant par cooptation, sur invitation expresse uniquement) telles que le suisse Nestlé, la Royal Dutch Shell, British Petroleum, Vodafone, BASF, Deutsche Telekom, Thyssen-Krupp, Siemens et bien d'autres multinationales géantes européennes [2](#). L'ERT, ce n'est pas surprenant, est le principal lobby de Bruxelles incitant à l'adoption de l'accord commercial PTIC avec Washington [3](#).

L'ERT était en 1986 le principal moteur de l'Acte unique de M. Delors, qui a conduit au monstre de Frankenstein appelé l'Union européenne. L'idée initiale de l'UE a bien été la création d'une autorité politique centralisée non élue, décidant de haut en bas du futur de l'Europe, sans contre-pouvoirs démocratiques : il s'agit au fond d'une notion véritablement féodale.

Le concept d'un ensemble États-Unis d'Europe, dissolvant les identités nationales qui remontaient à mille ans ou plus, trouve son origine dans les années 1950 lorsque la réunion du Bilderberg de 1955 à Garmisch-Partenkirchen, en Allemagne de l'Ouest, discuta pour la première fois de la création à partir des six États-membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), d'une « *monnaie commune, et [...] cela impliquait nécessairement la création d'une autorité politique centralisée* » [4](#). De Gaulle n'était pas présent.

Le projet de créer une Union monétaire fut dévoilé en 1992 lors d'une conférence de la CEE à Maastricht, aux Pays-Bas, suite à la réunification des deux Allemagne. La France et l'Italie, soutenues par la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher, l'ont imposé à l'Allemagne malgré ses réticences afin de « *contenir la puissance d'une Allemagne réunifiée* ». La presse conservatrice britannique se déchaînait contre l'Allemagne en la présentant comme un « *Quatrième Reich* » en puissance, en passe de conquérir économiquement et non militairement l'Europe. De façon ironique, c'est exactement ce qui a émergé de fait, à partir des structures de la zone Euro d'aujourd'hui : du fait de l'Euro, l'Allemagne domine

économiquement tous les 19 pays de la Zone euro.

Le problème avec cette création de l'Union économique et monétaire (UEM, renommée ensuite « *Union monétaire européenne* », UME) prescrite dans le Traité de Maastricht, est que la monnaie unique et la Banque centrale européenne « *indépendante* » ont été lancées sans être liées à une entité politique légale unique, avec de véritables États-Unis d'Europe. L'Euro et la Banque centrale européenne sont une création supranationale, responsable devant personne. Elle a été mise en place en l'absence d'une véritable union politique organique, comparable à celle qui s'était créée lorsque 13 États, liés par la même langue anglaise, à la suite d'une guerre menée pour obtenir l'indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne, créèrent et adoptèrent la Constitution des États-Unis d'Amérique. En 1788, les délégués des 13 États se sont mis d'accord pour établir une forme républicaine de gouvernement, destinée à représenter le peuple des États, avec une séparation des pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif. Rien de tel n'existe avec l'Union monétaire européenne.

Les bureaucrates de l'UE ont un terme mignon pour qualifier cette déconnexion entre les officiels non élus de la BCE, contrôlant la destinée économique des 19 pays membres et des 340 millions de citoyens constituant ce qu'on appelle la zone Euro. Ils appellent cela le « *déficit démocratique* ». Ce déficit est devenu gargantuesque depuis la crise bancaire et financière mondiale de 2008 et l'émergence d'une Banque centrale européenne non-souveraine.

L'effondrement de l'industrie

La création de l'Euro en tant que monnaie unique depuis 1992 a enserré les pays membres de l'Euro dans une camisole de force économique. La valeur de la monnaie ne peut pas être changée [dévaluée] afin de doper les exportations nationales, durant les périodes de dépression économique telles que celle que nous connaissons depuis 2008. Le résultat a été que la plus grande puissance industrielle de l'Eurozone, l'Allemagne, a bénéficié de la stabilité de l'euro, pendant que les économies les plus faibles de la périphérie de l'UE, y compris et surtout la France, ont subi les conséquences catastrophiques du taux fixe de l'Euro.

Dans un rapport récent, le centre de réflexion néerlandais Gefira Foundation, souligne que l'industrie française s'est contractée depuis l'adoption de l'euro. « *Elle n'a pu se remettre des crises de 2001 et 2008 parce que l'Euro, une monnaie plus forte que le franc français ne l'aurait été alors, est devenu un fardeau pour l'économie française. Les taux de change flottants jouent le rôle d'indicateur de la puissance de l'économie et de stabilisateur automatique. Une monnaie plus faible sert à regagner de la compétitivité pendant une crise, alors qu'une monnaie plus forte soutient la consommation de produits manufacturés étrangers.* » [5](#)

L'étude remarque qu'en raison de cette camisole de force monétaire, la politique de la BCE a créé un Euro trop fort par rapport aux autres devises principales, pour permettre à la France de maintenir ses exportations depuis le retournement économique de 2001. L'Euro a entraîné un accroissement des importations en France, et parce que la France n'avait aucune flexibilité de change, son industrie « *n'a pas pu retrouver sa compétitivité sur les marchés mondiaux après la crise de 2001, si bien que son industrie n'a cessé de décliner lentement depuis* ». Les Français ont perdu l'outil de stabilisation économique du taux de change flottant [6](#).

Aujourd'hui, d'après Eurostat, l'industrie ne représente plus que 14,1 % de la valeur ajoutée brute totale française. En 1995, c'était 19,2 %. En Allemagne il est de 25,9 %. Le plus frappant a été l'effondrement de l'industrie automobile française jadis florissante. Malgré le fait que la production automobile mondiale ait pratiquement doublé entre 1997 et 2015 (de 53 millions à 90 millions de véhicules annuels), et alors que l'Allemagne a augmenté sa production automobile de 20 % (de 5 à 6 millions), à partir du moment où la France a adopté l'Euro, la production automobile française a été presque divisée par deux, de presque 4 millions de véhicules à moins de 2 millions.

Les lois de renflouement interne [*bail-in*, *NdT*], conséquences de l'Euro.

La même camisole de force de l'Euro empêche toute restructuration sérieuse des banques de la zone Euro ébranlées depuis la crise de 2008. La création de la Banque centrale européenne supranationale et non-souveraine a rendu impossible, pour les États-membres de la zone Euro, de résoudre leurs problèmes bancaires créés durant les excès de la période antérieure à 2008. Le cas de l'Italie avec sa requête de faire renflouer [*bail-out*, *NdT*] par l'État sa troisième banque la plus importante, la Monte dei Paschi, est exemplaire à ce titre. Malgré des licenciements draconiens et des fermetures d'agence qui ont pour le moment enrayé la panique, Bruxelles refuse d'autoriser l'État italien à secourir la banque à hauteur de 5 milliards de dollars, et exige que la banque fasse appel à une nouvelle disposition législative bancaire de l'UE appelée « *renflouement interne* » [*bail-in*] à la place [7](#). Bien qu'ils n'oseront sans doute pas encore mettre en œuvre ce renflouement interne ailleurs qu'en Italie, cette directive fait à présent partie du droit de l'UE, et elle va certainement être un instrument de choix pour l'Eurogroupe non élu, quand surviendra la prochaine crise bancaire.

Le renflouement interne, expression qui sonne mieux à l'oreille que le plan de sauvegarde des banques par l'argent des contribuables, requiert en fait que les déposants de la banque soient volés sur leurs propres dépôts bancaires, afin de « *sauver* » une banque au bord de la faillite, si d'aventure Bruxelles ou l'Eurogroupe non élu décide qu'une telle mesure de renflouement interne des dépôts est nécessaire, après que les détenteurs d'actions et autres créanciers obligataires se sont révélés incapables de couvrir les pertes. Cette spoliation par le renflouement interne fut déjà appliquée par l'UE aux banques chypriotes en 2013 : les déposants ayant individuellement plus de 100 000 € de dépôts ont perdu 40 % de leur argent [8](#).

Si vous êtes un déposant, disons, à la Deutsche Bank, et que les actions en bourse vacillent, comme cela a été le cas, et que des procédures légales menacent son existence même, et que le gouvernement allemand refuse d'envisager le plan de sauvegarde mais expose la banque à un renflouement administratif, vous pouvez être sûr que chaque déposant qui a un compte supérieur à 100 000 € va commencer à rechercher d'autres banques, ce qui ne fera qu'accentuer la crise pour la Deutsche Bank. Alors tous les autres déposants restants seraient vulnérables à un renflouement administratif comme il a été initialement proposé par l'Eurogroupe pour les banques chypriotes.

L'abdication de la souveraineté monétaire

Sous l'égide de l'Euro via les règles édictées par l'Eurogroupe et la BCE, les décisions ne sont plus souveraines mais centralisées : elles sont prises par des bureaucrates sans visage non élus démocratiquement, comme le ministre des Finances néerlandais Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe.

Au cours de la crise bancaire chypriote, Djisselbloem avait proposé de saisir tout l'argent des dépôts, petits ou grands, afin de recapitaliser les banques. Il a été contraint de reculer à la dernière minute, mais cela montre bien ce qui peut arriver lors de la prochaine crise bancaire de l'UE, qui est pré-programmée par l'institution défailante qu'est l'Euro et sa BCE fatalement viciée [9](#).

Sous l'empire des réglementations de la zone Euro en vigueur depuis janvier 2016, les gouvernements nationaux des pays de l'UE ont interdiction de renflouer leurs banques avec l'argent des contribuables, empêchant ainsi toute résolution de problèmes de liquidité bancaire jusqu'à ce qu'il soit trop tard. L'Allemagne a adopté une loi de renflouement interne des banques comme d'autres gouvernements de l'UE [10](#). Les nouvelles règles de renflouement interne résultent d'une directive bureaucratique concoctée par les bureaucrates sans visages non-élus de la Commission européenne, connue sous le nom de Directive sur le redressement des banques et la résolution de leurs défaillances (RBRD) [11](#).

En 1992, lorsque les banques suédoises devinrent insolubles, suite à l'éclatement d'une bulle immobilière, l'État est intervenu par l'intermédiaire de Securum, une structure de défaillance permettant d'assainir les banques endettées ("*bad-bank/good bank*"). Les banques en banqueroute furent temporairement nationalisées. Des prêts immobiliers non performants, se comptant en milliards, furent versés dans cette structure de défaillance d'État, Securum. Les directeurs de banques s'étant faits remarquer pour leur addiction aux risques financiers furent démis de leurs fonctions. Les banques nationalisées, déchargées de leurs prêts toxiques, furent ensuite autorisées, sous la tutelle de l'État, à reprendre l'allocation de prêts et purent ainsi redevenir profitables, avant d'être à nouveau privatisées lorsque la situation économique s'améliora. L'immobilier non rentable l'était redevenu lorsque l'économie se redressa au cours des années suivantes, et au bout de cinq ans l'État put vendre les actifs avec un profit total net et liquider Securum [12](#). Ainsi, les contribuables ne furent pas mis à contribution.

La BCE empêche de résoudre le problème bancaire

Mais à présent que l'UE fait face à un nouveau cycle de crises d'insolvabilité bancaire, des banques comme la Deutsche Bank, la Commerzbank et d'autres banques majeures de la zone Euro risquent de nouvelles crises des capitaux, parce que l'UE ne dispose pas d'un pouvoir fiscal central, aucune flexibilité pour nationaliser des banques par l'argent du contribuable n'est possible. Les mesures visant à donner du temps aux banques en difficulté, comme par exemple l'octroi d'un moratoire temporaire sur les saisies et reprise de possession en cas de retard de paiement, ou bien la sous-traitance de systèmes de paiements électroniques à des banques commerciales, ne sont plus possibles.

La zone Euro ne possède pas d'autorité fiscale centralisée, donc ce genre de solution ne peut plus être mis en œuvre. Les problèmes du système bancaire ne peuvent être résolus que par les autorités monétaires, par la politique malsaine des intérêts négatifs de la BCE, le soi-disant « *assouplissement quantitatif* » consistant pour la BCE à acheter des milliards et des milliards d'Euros de dettes privées et publiques douteuses, sans fin, ce qui rend du même coup les compagnies d'assurance et les fonds de retraite insolubles.

La réponse n'est définitivement pas celle qui est proposée par le cleptocrate George Soros et d'autres, à savoir de donner au "*super-État*" de Bruxelles non élu le pouvoir fiscal central lui permettant d'émettre des obligations européennes [*Euro bonds*]. La seule solution possible, sauf à détruire les économies de toute la zone Euro lors de la prochaine crise

d'insolvabilité bancaire, consiste à démanteler le monstre de Frankenstein appelé Union monétaire européenne, avec sa BCE et sa monnaie commune.

Les 19 pays différents de l'Eurozone ne constituent pas ce que les économistes appellent une « zone monétaire optimale », et ne l'ont jamais constitué. Les problèmes économiques de la Grèce ou de l'Italie, ou même de la France, sont extrêmement différents de ceux de l'Allemagne, du Portugal ou de l'Espagne.

En 1997, avant sa mort, un des économistes que j'apprécie le moins, Milton Friedman, avait déclaré : « *L'Europe est l'exemple même d'une situation défavorable à une monnaie commune. Elle est composée de nations distinctes, parlant différentes langues, avec différentes coutumes, et des habitants qui ressentent une bien plus grande loyauté et un attachement à leur propre pays plutôt qu'à un marché commun ou une vision de l'Europe.* » En ce sens, je dois dire qu'il avait raison. Et c'est encore plus vrai aujourd'hui. L'Euro et la Banque centrale européenne détruisent l'Europe aussi efficacement qu'a pu le faire la Seconde Guerre mondiale, mais ils le font sans les bombes ni les ruines.

William F. Engdahl

Article original en anglais :



[The Euro and the European Central Bank \(ECB\) Are “Murdering Europe”. How Globalization Destroys Nations](#)

Traduction par Jean-Maxime Corneille, relu par Nadine pour [le Saker Francophone](#)

Notes

1. Dan White, [De Gaulle's Europe of the Fatherlands](#), *The Stanford Daily*, Volume 138, Issue 11, 7 octobre 1960 ↵
2. NDT : mais également surtout américaines (voir notamment Florence Autret : *L'Amérique à Bruxelles*, Seuil, 2007 ; *La Grande Dissimulation : L'Histoire secrète de l'UE révélée par les Anglais*, Christopher Booker et Richard North, Editions du Toucan/L'Artilleur, 2016). Il faut comprendre ici une rivalité anglo-américaine, notamment racontée par l'auteur dans *Pétrole, une guerre d'un siècle* : les Britanniques ayant beau jeu de dénoncer volontiers les États-Unis tout en minimisant leur propre influence... mais le contexte de la création de l'Union européenne (1957, juste après l'affaire de Suez, 1956), était en effet celui d'une domination américaine et d'un suivisme anglais. ↵
3. [Website, European Roundtable of Industrialists, Members](#) ↵
4. [Bilderberg Group, Garmisch-Partenkirchen Conference](#), 23-25 September, 1955 ↵
5. GEFIRA, [The End Of A Great Industrial Power French Car Production Has Collapse Since Joining The Euro](#) ↵
6. Ibid. ↵
7. Directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne, sur le redressement des banques et la résolution de leurs défaillances ↵
8. Phoenix Capital, [We've All Been Warned \(the Cyprus « Bail-In » Model is coming to a Country Near You\)](#) ↵

9. NdT : bien des initiés et connaisseurs du sérail bruxellois avaient alerté en leur temps sur le fait que l'euro représentait un risque de destruction pour l'Europe. Par exemple Daniel Guéguen, l'un des lobbyistes français les plus en vue de Bruxelles, dès 2004 (*L'Euro: outil de la construction européenne ou instrument pour sa destruction ?*, Juan Carlos Gonzalez Alvarez & Daniel Guéguen, Collection Grands Débats Européens, Eis Europe Information Service). [↵](#)
10. Hugo Dixon , [EU enters brave new world of bank bail-ins, January 4, 2016, Reuters](#) [↵](#)
11. European Commission, [EU Bank Recovery and Resolution Directive \(BRRD\)](#), 15 April, 2014 [↵](#)
12. Wikipedia, [Securum](#)

William F. Engdahl est consultant en risques stratégiques et conférencier, titulaire d'un diplôme en Sciences Politiques de l'Université de Princeton. Il est l'auteur de plusieurs livres à succès sur le pétrole, la géopolitique et les OGM.

La source originale de cet article est [New Eastern Outlook](#)
Copyright © [F. William Engdahl](#), [New Eastern Outlook](#), 2017

Articles Par : [F. William Engdahl](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca